

CSE-CENTRAL DE DÉCEMBRE

11 POINTS À L'ORDRE DU JOUR DU CSE-CENTRAL DE CE MOIS DE DÉCEMBRE.

EN VOICI UN RAPIDE COMPTE RENDU

Politique sociale 2024 : un avis unanime

Les élus ont rendu un avis unanime sur la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi pour l'année 2024.

Cet avis reflète les constats du terrain : charge de travail, organisation, reconnaissance, santé et sécurité restent des sujets centraux pour les salariés.

Logement : un dispositif élargi et plus humain

Le barème Action Logement évolue pour 2026.

Un nouveau critère a été demandé par la **CFTC** et ajouté pour les situations de harcèlement scolaire, et une notion de "situation exceptionnelle" est intégrée pour mieux prendre en compte les réalités sociales.

Bonne nouvelle : tous les salariés peuvent y accéder, y compris alternants et apprentis, avec deux permanences annuelles pour répondre aux questions.

Santé, sécurité, conditions de travail : des sujets lourds

La CSSCT a fait remonter de nombreux points :

- suivi des visites médicales,
- partenariats santé (Holicare, Safe Place),
- sécurité des magasins,
- accidents du travail (108 recensés, dont 52 avec arrêt),
- chauffage, équipements, organisation des secours.
- la maintenance des magasins inexiste le week-end.

La direction travaille sur des cadres plus homogènes, mais les élus restent vigilants, car derrière les chiffres, il y a des salariés exposés.

Fnac Perf & Service Client : une modification qui pénalise

Depuis novembre, le mode de calcul de Fnac Perf Service Client a changé. Résultat :

- certaines rémunérations variables sont supprimées,
- d'autres sont renforcées,
- sans communication claire,
- sans visibilité sur la durée.

Les élus dénoncent une iniquité entre services, notamment au détriment du service client.

IA, outils, organisation : des changements encore flous

L'usage de l'intelligence artificielle en formation (notamment à Annecy) interroge.

Les élus demandent de la clarté sur les objectifs, les limites et l'impact réel sur les métiers.

Même vigilance sur les projets informatiques et logistiques : quand le pilotage manque de lisibilité, ce sont toujours les équipes qui encaissent.

Intérim : plus de transparence exigée

Un contrat national d'intérim existe, avec des coefficients connus.

Les élus demandent désormais :

- une visibilité magasin par magasin,
- des données sur les volumes,
- et un suivi spécifique des intérimaires en CDI, car cela change l'organisation du travail.

La question sera reposée après les fêtes.

Rémunération : de fortes inquiétudes

Plusieurs sujets sensibles ont été abordés :

- la dénonciation de l'usage lié à l'article 17,
- le manque d'information claire aux salariés,
- les impacts sur primes, variables et 13^e mois,
- le risque de salaires en dessous du SMIC après revalorisation.

La CFTC alerte sur le flou, la "langue de bois" et la confusion des rôles entre managers et RH. Certe la CFTC n'a pas appelé au débrayage pour black friday mais travaille d'arrache pied en coulisse concernant ce sujet. RDV au prochaines NAO.

Ce que la CFTC retient

Derrière chaque point abordé, une même réalité : des décisions prises trop vite, trop haut, sans toujours mesurer leurs conséquences sur le terrain.

La **CFTC** continuera de porter une ligne claire : anticipation, transparence, respect du travail réel et protection des salariés.

Vous souhaitez être informé en avant première de l'actualité sociale, envoyez votre mail perso à : farid.bardad@cftc-fnac.com

